



ADEPAE Bukavu (Siège)  
Avenue de la Montagne N° 28  
Ville de Bukavu – Sud-Kivu (RDC)  
+243 993.090.958

ADEPAE Goma  
Avenue Acacias N° 38  
Ville de Goma – Nord-Kivu (RDC)  
+243 993.811.594



## Projet de renforcement des capacités communautaires en gestion des conflits et promotion de la paix à l'Est, Territoires d'Uvira et Fizi

### RAPPORT ANNUEL 2014



Photos prises lors de l'inter-cci 2014 à Minembwe

## Table des matières

IDENTIFICATION .....	3
I. ELEMENT SYNTHESE DU CONTEXTE AYANT CARACTERISE LA PERIODE DE RAPPORTAGE.....	3
II. BREF APERCU NARRATIF ET RECAPITULATIF DE LA PROBLEMATIQUE DU PROJET .....	5
III. Objectifs .....	6
a. Objectif global .....	6
b. Objectifs spécifiques .....	6
IV. MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES.....	7
V. DIFFICULTES RENCONTREES .....	16
VI. LECONS TIREES .....	16
VII. LES OPPORTUNITES A SAISIR et DEFIS.....	17
VIII. RECOMMANDATIONS.....	17
CONCLUSION .....	17
LES ANNEXES .....	19

## 0. IDENTIFICATION

<b>TITR DU PROJET</b>	<b>Projet de renforcement des capacités communautaires en gestion des conflits et promotion de la paix à l'Est de la République Démocratique du Congo, Territoire de Fizi et Uvira.</b>
<b>Date du démarrage</b>	01 Janvier 2013
<b>Durée du Projet</b>	2 ans
<b>Zone d'intervention</b>	Territoires de Fizi et Uvira
<b>Période de Rapportage</b>	Janvier-Décembre 2014
<b>Les beneficiaries directs</b>	Les communautés locales, les services étatiques, les éleveurs, les agriculteurs et les groupes armés des territoires de Fizi et Uvira
<b>Les acteurs appliqués</b>	LPI-ADEPAE-CCI-CM-CN
<b>Personnes de Contact</b>	Tharcisse KAYIRA: coordinateur; MUSAFIRI Déo: Point focal

### I. ELEMENT SYNTHESE DU CONTEXTE AYANT CARACTERISE LA PERIODE DE RAPPORTAGE

En dépit de la complexité du contexte dans les territoires d'Uvira et de Fizi, ADEPAE à travers le projet de renforcement des capacités communautaires en gestion des conflits et promotion de la paix à l'Est intervient sur la problématique des conflits liés d'une part à la dynamique des groupes armés congolais et de l'autre celle liée aux conflits intra et inter communautaires dans les deux territoires. Avant l'implémentation de ce projet, personne n'ignore que, les territoires d'Uvira et les hauts plateaux de Fizi étaient considérés comme un bastion des groupes armés et les zones dans lesquelles les conflits intra et intercommunautaire se faisaient montre du jour au lendemain. En faisant un pas en arrière, nous pouvons dire que ces conflits tirent leur origine depuis l'époque coloniale jusqu'à nos jours. Bien qu'il y a actuellement des atténuations de ces conflits à travers les actions menée par ADEPAE à travers ses structures locales de transformation des conflits, quelques événements qui surviennent dans les milieux attises de nouveau des conflits intra et intercommunautaire. Nous citons ici les conflits entre la communauté Bafuliru et la communauté de Barundi de la plaine de la Ruzizi en territoire de d'Uvira ainsi que les conflits récurant entre les éleveurs et les agriculteurs dans les deux territoires et pourtant les deux communautés sont considérées comme sœurs compte tenu de leurs affinités. Il est par ailleurs important de préciser qu'au cours de cette année 2014, le territoire d'Uvira en général et la plaine de la Ruzizi en particulier, reste un territoire où les dynamiques des conflits ne sont pas jusqu'aujourd'hui maîtriser par tant d'organisations humanitaires et même les autorités politico-administratives. En guise d'illustration, parlons des événements macabres survenus date du 7 juin 2014, où l'on signala plus d'une trentaine des personnes tuées dans le village de Mutarule. Différentes versions à tendance divisionnistes furent observé dès lors ; certaines accusant la communauté Barundi de la plaine d'être des

instigateurs clés de ce massacre dans le souci de venger ses morts. Toutes les victimes étant de la communauté Bafuliru, bon nombre d'acteurs disent que c'est suite au conflit qui déchire la plaine de la Ruzizi entre les communautés Bafuliru et Barundi de la plaine. C'est dans cette optique qu'une mission d'analyse du contexte dans cette partie fut organisée par les organisations de la société civile en vue d'avoir une même compréhension de la problématique en date du 20 au 27 Août 2014 dans le territoire d'Uvira. La vitesse de tension entre les deux communautés étant de croisière, le pessimisme des organisations humanitaires à pouvoir trouver la solution à ce problème reste donc à cet effet visible en dépit des actions menées par les CCI Uvira et ses accompagnateurs.

Par ailleurs dans le territoire de Fizi, le contexte a été dominé par les bruits de bottes des éléments armés. D'une part des combats entre les milices armées et l'armée nationale et de l'autre des tracasseries perpétrées par les groupes armés contre les civiles et surtout dans les zones de transhumance. L'exemple le plus probant est celui survenu en date du 10/10/2014 où 3 éléments FARDC qui étaient en patrouille dans le village Kaboke de la localité Lwelela, groupement Balala -Nord, secteur de Tanganyika se sont affrontés avec les Mai-Mai soupçonnés être du groupe Mahoro de Bijombo en connivence avec certains éléments du colonel EBWUELA. Au cours de cette opération, le bilan était d'une arme récupérée par les FARDC et un élément Mai mai tué. Les militaires FARDC étant débordés par l'ennemi ils ont fait un repli pour chercher un renfort pouvant contre carrer l'avancé des Mai-Mai. Profitant du repli des FARDC, les Mai-Mai se sont dirigés dans un village voisin de Kaboke connu sous le nom de Kimanga/Kabala 2 de la localité kamombo2 pour se venger contre leurs personnes tuées accusant la communauté Banyamulenge de travailler de mèche avec les militaires loyalistes basés à Kamombo. Force est de constater qu'en dépit de ces faits négatifs, certains résultats ont été trouvés par le CN Minembwe. C'est le cas de 26 éléments du groupe armé « local défense » de la localité d'Ibumba qui se sont rendu en date du 10 Septembre 2014 aux FARDC après des séances de sensibilisation et de négociation. Outre ce groupe armé, des contactés se suivirent auprès des autres seigneurs de guerre comme Mulumba, Semahurungure André et le groupe de Raiya Mutomboki. La question qui reste pendante est celle liée à leur accompagnement après leur reddition.

S'agissant de la transhumance dans les deux territoires du projet, malgré l'accord signé à Fizi sur la situation de Kilicha entre les éleveurs et les agriculteurs, cette zone continue à être considérée comme un point d'arrivée des vaches en provenance d'Uvira, tout Fizi et les pays voisins. Cette situation crée de nouveau conflit entre éleveurs et agriculteurs. Dans le territoire d'Uvira, il sied de signaler un événement malheureux survenu à Kiliba, l'empoisonnement d'une vingtaine des vaches par un agriculteur de Kiliba en date du 05 novembre 2014 qui avait sollicité aux bouviers d'amener des vaches pour qu'elles broutent dans son champ des Manioc ; chose étonnante, les feuilles des maniocs étaient empoisonnées. Une histoire malheureuse est difficile à comprendre trois vaches

mortes sur le champ et d'autres ont eu la vie sauve grâce à l'intervention de la population locale. Ce qui veut dire que la transhumance reste une activité motrice des conflits entre les communautés d'autant plus qu'elle est devenue permanente en lieu et place d'être saisonnière. En résumé, tel est le contexte qui a prévalu dans les rayons d'action où ADEPAE intervient au cours de cette année 2014.

## **II. BREF APERCU NARRATIF ET RECAPITULATIF DE LA PROBLEMATIQUE DU PROJET**

Depuis 2007, l'organisation ADEPAE bénéficie d'un appui technique et financier de Life and Peace Institute. Cet appui lui a permis, avec les organisations RIO et ARAL a mené une recherche action participative dans les territoires de Fizi et Uvira afin de comprendre les raisons de la persistance des groupes armés dans les deux territoires. A l'issue de cette recherche, les conflits fonciers et administratifs, l'appui des communautés aux groupes armés et enfin le problème de la gouvernance locale et l'absence de l'autorité du pouvoir public dans cette partie sont considérés comme les nœuds des problèmes. Soucieux de voir les communautés vivre en paix et en parfaite cohésion, Dans le dialogue intercommunautaire organisé par le trio, les participants ont manifesté leur engagement en élaborant un plan d'action qui a repris les trois problématiques et cela en forme d'actions pour sortir de la crise. Pour que les communautés s'approprient le processus, des cadres de concertation intercommunautaire ont été ainsi mis en place à Minembwe et Uvira sous l'accompagnement de l'organisation ADEPAE et deux autres à Baraka et Bukavu avec l'accompagnement du RIO.

C'est ainsi que, depuis 2010, ces structures, ayant à leur sein des représentants de chaque communauté (pour leur légitimité), ont commencé à réaliser des activités suivant ce plan d'action ressorti dans le DIC. Le projet de renforcement des CCI dans la mise en œuvre des actions de transformation des conflits intercommunautaire a à cet effet été implémenté avec toujours l'appui financier de LPI par le canal de son bailleur SIDA. Afin de consolider les acquis de ce premier projet, en 2013 il fut retenu dans le programme STAREC du gouvernement congolais avec le titre du projet de renforcement des capacités communautaires en gestion des conflits et promotion de la paix à l'Est de la RDC, territoire de Fizi et Uvira. Appelé communément I4S, ce projet avec le premier a mis son accent sur le premier problème, à savoir les conflits fonciers et administratifs en ciblant un seul aspect « la transhumance » comme activité qui met au prise la communauté dite éleveur à celles dites agriculteurs. Lors du déroulement de cette activité, les uns accusent les autres de ravage de leurs champs tandis que d'autres rétorquent en accusant une partie de vol et blessage de leurs vaches. C'est en ce sens que des activités furent organisés sur l'ensemble des zones de départ et d'arriver afin de voir dans quelle mesure cette activité peut être accompagnée pour réduire le cycle des violences. Il ne fallait pas seulement se limiter aux actions liée à la transhumance car ces communautés

pour sauvegarder leurs intérêt avait pris l'option des créés les groupes. Dans l'optique d'amener les communautés à se désengager des groupes armés, ADEPAE appui les activités des négociations organisées par les CN de Minembwe et d'Uvira auprès des groupes armés des hauts et moyens plateaux d'Uvira. Pour ce faire, ADEPAE vient d'organiser deux atelier d'échange et de sensibilisation des groupes armés dans le souci de faire participer les communautés à la prise des décisions et à étudier ensemble des nouvelles stratégies de désengagement. Etant composé de trois problématiques dont, le conflit foncier administratif, le désengagement des groupes armés congolais actifs et la restauration de l'autorité de l'Etat dans les territoires de Fizi et Uvira, le projet de renforcement des capacités communautaires en gestion des conflits et promotion de la paix à l'Est n'a cerné que les deux premiers résultats cités ci-haut. C'est dans ce sens qu'ADEPAE et RIO, organisèrent une retraite à Murhesa en vue de réfléchir sur les textes de taxes dans les entités territoriales décentralisées. Suite au temps imparti, les activités de cet out come ont été reprogrammées pour le premier trimestre de l'année 2015.

### **III. Objectifs**

#### **a. Objectif global**

Contribuer à la cohabitation pacifique des communautés vivant dans les territoires de Fizi et Uvira par la transformation positive des conflits.

#### **b. Objectifs spécifiques**

- Accompagner les CCI et les Comités mixtes à réduire sensiblement les conflits à travers les séances de médiation et négociation qu'ils organisent dans les territoires de Fizi et Uvira,
- Améliorer les capacités des structures locales à résoudre les conflits opposant les agriculteurs aux éleveurs d'une part, et de l'autres les éleveurs aux chefs coutumier en vue d'un bon déroulement de la transhumance dans les territoires d'Uvira et Fizi.
- Accompagner les communautés vivant dans les deux territoires à se désengager des groupes armés locaux encore actifs.

## IV. MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES

PRINCIPAUX RESULTATS ATTENDUS	REFERENCE DES INDICATEURS DE RAPPORTAGE	APPRECIATION QUALITATIVE
<p><b>1. Les CCI deviennent des cadres viables de référence des communautés pour la gestion des conflits locaux ; dotés des compétences en techniques de négociation/ médiation</b></p>	<p>1. <i>Nombre des conflits résolus par médiation/négociation de CCI</i> : 0 cas des conflits identifiés et résolus par les CCI Uvira et Minembwe. Mais les CM ont bénéficiés d'un accompagnement des deux CCI pour médiation des conflits enregistrés.</p> <p>2. <i>Nombre des dossiers référencés aux CCI</i> : 4 dossiers référés au CCI et ses accompagnateurs à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Note circulaire adressée au CCI Minembwe pour la conduite de la transhumance 2014,</li> <li>- La lettre n°25/251/1619/AIPRO/2014 du 24/7/2014 de la division provinciale de l'intérieur et sécurité ayant pour objet invitation adressée au RIO et ADEPAE ;</li> <li>- Lettres adressées aux CCI par le Général MULUMBA du groupe armé Mai-Mai Mulumba sollicitant d'une part l'intervention du CCI et CN pour la sensibilisation à la reddition en date du 23 Aout 2014 et d'une part demandant la médiation du Cci sur les conflits opposant ce groupes aux éleveurs en date du 04/08/2014,</li> <li>- Lettre des membres des communautés d'Uvira adressées au CCI Uvira et aux organisations accompagnatrices des CC.</li> </ul> <p>3. <i>Nombre des décisions prises par les autorités politico-administratives et militaires qui se rapportent aux propositions/recommandations formulées par les CCI</i> : Certaines décisions ont été prises de manière orale par les autorités</p>	<p>Les CCI et CM deviennent progressivement des cadres de références dans la régulation des conflits entre éleveurs-agriculteurs et chefs coutumiers.</p> <p>Les CM sous l'accompagnement des CCI ont enregistrés au Total 759 conflits dans les deux sites et en ont médiés 454 conflits.</p> <p>Un appui manifeste des autorités politico-administratives et militaires d'accompagner les initiatives des CCI/CM/CN d'Uvira et de Minembwe.</p>

*politico-administratives au cours de cette année 2014. Toutefois, notons celle relative à la régulation de la transhumance mais aussi celle relative à la libre circulation des éléments rendus après sensibilisation des CN.*

4. *Combien de formations que les CCI ont-ils bénéficié ?* 1 seule formation organisée en faveur des CCI en PMEL à Minembwe avec les membres des CCI, membres des CM et CN. Cette activité s'est réalisée en date du 26 au 27 Novembre 2014. S'agissant des participants, du côté d'Uvira il y avait 4 membres du C.C.I dont 1 femme, 3 membres du CM et 1 CN; pour le site de Minembwe, 4 membres du CCI dont 1 femme, 2 membres du CM et 1 CN, pour Baraka 4 membres dont 1 femme, 5 membres des CM et 1 CN. S'agissant du CCI Bukavu, nous avons 4 personnes tous hommes. Outre ces membres des structures, le Duo était représenté comme suit: 4 chercheurs, 3 animateurs, 1 chef de projet et 1 chef de programme d'ADEPAE. La participation totale est de ce fait de 39 personnes dont 5 femmes.

5. *Combien des réunions ordinaires qu'ont organisées les CCI ?* 12/12 réunions ordinaires prévues ont été tenues par chacun de 2 CCI. Ce qui nous donne le total de 24 réunions ordinaires que les CCI Uvira et Minembwe ont organisé au cours de cette année 2014. Ces réunions avaient connu la participation de 34 personnes dont 10 femmes, réparties comme suit : 17 personnes à Minembwe dont 5 femmes et 17 à Uvira dont 5 femmes. Ces réunions se sont tenues successivement en date du :

- **CCI Uvira :**

Au cours de cette formation, les membres des structures (CCI/CM et CN) ont été renforcées dans les notions de planification, suivi, évaluation et apprentissage.

Une analyse du contexte, la planification des activités sont faite de manière régulière par les membres de CCI

31/01/2014, 22/02/2014, 23/03/2014, 18/04/2014, 02/05/2014, 22/06/2014, 21/7/2014, 05/8/2014, 09/9/2014, 3/10/2014, 01/11/2014 et 13/12/2014

- **CCI Minembwe :**

15/1/2014, 28/2/2014, 29/3/2014, 07/4/2014, 06/5/2014, 10/6/2014, 17/7/2014, 08/8/2014, 05/9/2014, 27/10/2014 ; 15/11 et 12/12/2014 pour le site de Minembwe.

6. *Combien des réunions inter CCI organisées au cours de la période rapportée* : 2/2 rencontre inter CCI organisée à Minembwe en date du 28 au 30 novembre 2014 à Minembwe. S'agissant des participants, du côté d'Uvira il y avait 4 membres du C.C.I dont 1 femme, 3 membres du CM et 1 CN; pour le site de Minembwe, 4 membres du CCI dont 1 femme, 2 membres du CM et 1 CN, pour Baraka 4 membres dont 1 femme, 5 membres des CM et 1 CN. S'agissant du CCI Bukavu, nous avons 4 personnes tous hommes. Outre ces membres des structures, le Duo était représenté comme suit: 4 chercheurs, 3 animateurs, 1 chef de projet et 1 chef de programme d'ADEPAE. La participation totale est de ce fait de 39 personnes dont 5 femmes. Notons cependant qu'au départ deux activités inter cci étaient prévues pour cette année, vu le contexte dans la zone de Minembwe, ces deux activités ont été fusionnées afin de permettre sa réalisation à Minembwe sous la responsabilité directe d'ADEPAE.

7. *Nombre des réunions entre les membres des CCI et les représentants des communautés ethniques* : 4/4 rencontres entre les membres des CCI et les communautés. Ces rencontres ont réuni au total 240 personnes dont 120 par

	<p>site répartie de cette manière : 120 à Uvira dont 27 femmes et du côté de Minembwe 120 dont 18 femmes. Ces dernières ont eu lieu à Uvira en date du : 27/06/2014 et à Minembwe en date du 6/03/2014, 26/06/2014 et 09/9/2014. Signalons que deux rencontres de ces rencontres ont contribué à la réalisation des intracommunautaires à Uvira.</p> <p>9. <i>Rencontre CCI des CCI Uvira et Minembwe avec les Autorités</i> : 3/4 <i>Rencontres cci avec les autorités</i>: 204 personnes dans les deux sites à savoir Uvira 102 personnes dont 46 femmes tandis qu'à Minembwe il y avait aussi 102 dont 33 femmes. Ces rencontres se sont tenues en date du 19/03/2014 et 13/06/2014 dans le site d'Uvira, alors qu'à Minembwe en date du 12/03/2014, 12/06/2014 et 16/09/2014. Il sied de signaler que le frais d'une activité pour le compte de CCI Uvira a été affecté aux activités d'intra et inter communautaire. Il faut ici signaler que l'écart est dû par le fait que les indicateurs pour les deux années du projet étaient déjà atteints.</p> <p>10. <i>Nombre d'appuis au fonctionnement des CCI</i> : 12/12 appuis institutionnels ont permis aux CCI d'Uvira et de Minembwe de fonctionner. Soit le total de 24 appuis aux fonctionnements de ces deux structures.</p>	<p>Les bureaux de ces deux Cci sont fonctionnels et bien équipés en matériels de bureau. L'implication des membres des CCI a été plus manifeste dans les deux sites du projet et ont tous participer à la planification des activités à réaliser. Les expériences ont été partagées avec toutes les parties impliquées dans le projet, Des nouvelles orientations ont été faites par les participants pour la bonne évolution du projet.</p>
--	---	--

<p><b>2. Les mécanismes mis en place par les éleveurs, les agriculteurs, les chefs locaux et les autorités politico administratives, par l'accompagnement de LPI et du DUO ont permis aux CCI de réguler les activités de la transhumance et de réduire substantiellement le nombre des conflits entre les protagonistes.</b></p>	<p><b>1. Nombres des activités de Vulgarisation des accords entre éleveurs et agriculteurs organisées :</b> cette activité a lieu à l'occasion de réunions mixtes.</p> <p><b>2. Nombre des réunions mixtes des comités Mixtes (Elevéurs et Agriculteurs) organisées :</b> 4/4 réunions mixtes dont 2 rencontres par site regroupant 330 personnes dont 71 femmes et 289 hommes ont été tenues. Répartissant ce nombre des participants selon le site, il faut noter qu'à Uvira ces rencontres avaient réuni 180 personnes dont 40 femmes tandis qu'à Minembwe le total était de 150 personnes dont 31 femmes. Le Duo a financé deux réunions qui sont souvent éclatée en deux ou trois réunions selon la réalité du terrain. Pour la préparation de la transhumance, ces rencontres se sont tenues successivement à Kabunambo en date du 30/2/2014, Runingu en date du 10/3/2014, Kakamba 2 et 24/2/2014, Kiliba en date du 7 et 29/04/2014 et Ndunda en date du 24/03/2014 et 3/05/2014 dans le territoire d'Uvira, par contre en territoire de Fizi, à Minembwe précisément ces rencontres avaient eu lieu dans les villages de Mishashu en date du 10/3/2014, 15/4/2014, Asulukwa 6/05/204 et Kabingo en date du 18/09/2014. Les dernières rencontres ont eu lieu en date du 25 Octobre et 15 Novembre 2014.</p> <p><b>3. Nombre de zones (pâturage, Abreuvoirs/champs/couloirs...) dont les limites sont connues :</b> 0 activités liée à l'identification et marquage dans les zones couverte par les structures accompagnées par ADEPAE. Mais au cours de l'année 2013, 9 panneaux d'identification des voies de passage des vaches,</p>	<p>Petit-à-petit les CM commencent à devenir des cadres viables de référence dans la régulation des conflits opposant à la fois les agriculteurs aux éleveurs et les Chefs coutumiers.</p> <p>Les parties se sont engagées de participer activement à la conduite de la transhumance de manière pacifique et prennent l'engagement de vulgariser les accords sur la transhumance dans les zones d'arrivées et de départ en transhumance.</p> <p>Un tableau synoptique des conflits liés à la transhumance et élaboré par les CM selon le site d'intervention</p> <p>Les capacités des services œuvrant dans la transhumance a été accrue et les différentes stratégies appliquées par les CM dans la régulation de la transhumance sont mises à la portée des services compétents de l'IPAPEL</p> <p>Les rencontres mixtes se sont tenues dans différents villages afin de permettre la bonne préparation de la transhumance 2014.</p>
---	--	--

	<p>les kraal et abreuvoirs ont été installés dans le territoire d'Uvira. Cette activité n'a pas encore eu lieu dans le site du CCI Minembwe.</p> <p>4. <i>Nombre des rencontres de négociation/ médiation entre les éleveurs, les agriculteurs ; niveau d'implication des chefs locaux et services étatiques :</i></p> <p>108 rencontres de médiation et négociation organisées par les CM dont 60 pour Uvira avec un total des 141 personnes dont 43 femmes et 48 rencontres pour Minembwe avec 165 participants dont 62 femmes. Il est important de signaler que 93 rencontres ont été financées alors que d'autres étaient seulement organisées sans l'appui financier mais plutôt sur demande des parties en conflits.</p> <p>6. <i>Nombre de formation de services territoriaux :</i> 1 formations pour les services territoriaux sur la gestion de la transhumance dans le site de Fizi (Baraka associé à Minembwe au niveau de Fizi centre) et Uvira réunissant au total 25 personnes à raison de 13 personnes dont 0 femme à Fizi centre et 12 personnes dont 1 femme à Uvira.</p> <p>7. <i>Nombre d'appuis au fonctionnement des comités mixtes :</i> 12/12 appuis aux apportés aux CM sous l'accompagnement des CCI Minembwe et Uvira. Cependant, il faut noter que ces 12 appuis n'ont concerné que 6 Comités Mixtes à savoir : CM Kabunambo, Runingu et Bwegera pour le site d'Uvira. Pour Minembwe, il s'agit des CM Kalambi/Nondjwa, Kisanya et Kalingi.</p> <p>8. <i>Nombre de formation pour les comités locaux des règlements de litiges :</i> 0/1</p>	<p>S'agissant des conflits, signalons qu'au cours de cette année 759 conflits ont été identifiés dont 194 à Uvira et 565 à Minembwe. de ces conflits, 454 ont eu à être résolus dont 95 pour Uvira et 359 pour Minembwe. les référés sont au nombre de 189 dont 98 auprès des autres instances à Minembwe et 91 Uvira.</p> <p>Les autorités de tutelles ont pris l'engagement de s'impliquer de manière significative à la conduite de la transhumance.</p> <p>Les zones à couvrir par les CM étant vaste, 3 autres CM ont été mis en place et ont bénéficié de 7 appuis institutionnels. Il s'agit notamment de CM Lusuku/Kanguli pour le site de Minembwe ; Ndunda et Kiliba pour le rayon d'action du CCI Uvira.</p>
--	---	---

	<p>formation des CM en techniques de règlement des litiges à Uvira et à Minembwe. Cette activité a été reprogrammée pour le premier trimestre 2015.</p> <p>9. <i>Nombre des descentes de terrain organisées avec le service de l'agriculture et d'élevage en vue de déterminer les zones d'élevage et marquer les voies de passage des bétails</i> : 0 descente de terrain organisé avec les services de l'IPAPEL au cours de cette année 2014 à Uvira et à Minembwe.</p>	
<p><b>3. Contribuer au désengagement des groupes armés nationaux encore actifs dans les territoires d'Uvira et de Fizi et au rétablissement de l'autorité de l'état dans ces zones</b></p>	<p>1. <i>Nombre des comités de négociation mise en place</i> : 2 Comités des Négociateurs mis en place dont 1 CN dans chaque site. Ces structures ont été mises en place après des rencontres préalables organisées dans différents villages où s'enregistrent et s'influencent les groupes armés. Chaque CN est composé de 7 membres dont 1 seule femme à Uvira. Pour le CN Minembwe aucune femme n'est membre</p> <p>2. <i>Nombre des réunions des comités de Négociation tenues</i> : Au total 20 réunions ordinaires tenues par les CN à raison de 10 réunions par site. Ces CN ont été mis en place au mois de Mars 2014 et ont commencé à fonctionner en Avril 2014.</p> <p>3. <i>Nombre des contacts effectués auprès des autorités administrative politiques et militaires</i> : 9 contacts formels ont été tenus entre les membres des deux CN à raison de 3 pour le CN Uvira et 6 pour le CN Minembwe avec les autorités politico administratives et militaires. Des contacts informels avaient eu lieu entre les CN et certains leaders des groupes armés dans le cadre de les sensibiliser à la reddition.</p>	<p>La question des GA devient le souci des toutes les communautés vivant dans les territoires de Fizi et Uvira. Afin d'arriver aux résultats plus escomptés, les CN travaillent en concert avec les chefs locaux, autorités politico-administratives et militaires, les jeunes et les éléments qui se sont rendus afin d'influencer leurs paires à se désengager.</p>

	<p>4. <i>Nombre des documents actualisés de cartographies des groupes Armés</i> : 6 documents actualisés de cartographie des groupes armés dont 4 au cours de la période d'Avril et Septembre et 2 au cours du dernier trimestre 2014.</p> <p>5. <i>Nombre d'échanges et de sensibilisation organisé par les comités de négociateurs</i> : 3/4 rencontres d'échanges et de sensibilisation tenues dans chacun de 2 sites. 272 personnes dont 136 à Uvira avec 3 femmes et à Minembwe 136 avec 8 femmes. A Minembwe, cette activité s'était tenue en date du 20/3/2014, 22/5/2014, 8/9/2014, 3/12/2014 tandis qu'à Uvira c'était en date du 21/3/2014, du 13/12/2014. Comme nous l'avions dit précédemment le frais relatif à une autre activité ont servi pour les rencontres intra et inter communautaires d'Uvira.</p> <p>6. <i>Nombre de rencontres de négociation organisées</i> : 14 rencontres de négociation tenues par les CN à raison de 8 pour le CN Minembwe et 6 pour celui d'Uvira. S'agissant des participants, à Uvira 193 personnes dont 18 femmes et à Minembwe 233 personnes dont 7 femmes. Dans le site de Minembwe, 4 rencontres ont été réalisées auprès de Mai Mai Kazadi en date du 11/11/2014, Tawimbi en date du 22/10, Bilonze Bishambuke 09/11/2014 et le Groupe Rahiya Mutomboki en date du 29/10. A Uvira, auprès des saigneurs de guerre des groupes Mai-Mai Karakara et Nyerere en date du 12/11/2014, et Makanaki et Molière 16/11/2014 et 15/12/2014. D'autres rencontres ont eu lieu dans les deux sites selon le contexte et les demandes des autorités coutumières d'une part et les leaders des groupes armés de l'autre. Ce qui a</p>	<p>Les stratégies devant conduire le processus sont une fois de plus développées par les parties. Certains éléments rendus comme du côté de Minembwe s'impliquent dans la sensibilisation des autres éléments réfractaires encore en brousse.</p>
--	---	---

	<p>conduit à la reddition de 26 éléments armés du groupe Local defence d'Ibumba grâce à la sensibilisation du CN Minembwe. A part les tenues militaires remise, les démobilisés avaient déposé auprès des FARDC en présence de la Monusco et autres participants 3 armes de guerre et une lance (cfr Statistique des démobilisés 2014)</p>	
<p><b>4. L'autorité de l'état est restaurée dans la gestion des taxes aux niveaux des entités décentralisées avec une participation citoyenne active</b></p>	<p><b>1. Rendre disponibles les textes relatifs à la décentralisation auprès des services publics au niveau local (Nombre des textes de lois ETD déjà rendus disponible) :</b> 1 module élaboré en juillet 2014 reprenant 8 lois et 14 textes réglementaires (13 décrets et 1 arrêté) et soumis à la validation à l'espace managérial. Du 22 au 24 juillet 2014 : l'équipe de chercheurs (2 pour le RIO et 2 pour ADEPAE) et le Chargé de projet/DUO ont esquissé le module de vulgarisation de textes relatifs à la décentralisation et aux taxes des ETD situées en territoires de Fizi et d'Uvira. Le module se trouve en toilettage.</p> <p><b>2. Nombre d'activités liées à la vulgarisation des textes ETD organisées par l'administration locale et les structures coutumières :</b> aucune activité n'a été exécutée pour cette année 2014</p> <p><b>3. Nombre des formations organisées sur la connaissance et la gestion des taxes des ETD :</b> idem</p> <p><b>4. Nombre des réunions organisées avec les forces vives et les autorités administratives politiques et coutumières sur les Taxes ETD :</b> idem</p>	<p>Les textes sur les ETD et la nomenclature des taxes attendent d'être imprimés pour être vulgarisés.</p> <p>Les activités de l'outcome 4 ont été reprogrammées pour le premier trimestre 2015 pour des raisons techniques.</p>

## V. DIFFICULTES RENCONTREES

Au cours de cette année 2014, les difficultés rencontrées sont les suivantes :

- Moyen financier limité : souvent le retard dans le déblocage de fond par LPI handicapé la réalisation des activités sur terrain selon le programme ou la planification opérationnelle. Ce qui provoqua comme conséquencela non réalisation de certaines activités prévues.
- L'étendue de la zone du projet : les deux territoires du projet étant vaste et le besoin étant plus nombreux, il arrivait de fois que les structures intervenaient au-delà de la couverture du projet
- Evolution contextuelle rapide : le contexte dans lequel les accompagnateurs des CCI et les structures travaillaient est resté mouvant du jour le jour. Le combat dans certaines zones, la multiplicité des acteurs, ont été observés au cours de cette année 2014.
- Le climat aussi n'a pas rendu la tâche facile à la réalisation des activités sur terrain.

## VI. LECONS TIREES

- La meilleure réussite du projet jusqu'à l'atteinte des résultats dépend de l'implication de tous les acteurs selon la thématique,
- Les présidents des communautés (Lubunga) jouissent de leur influence sur cette décision communautaire dans le CCI.
- La dégression des structures locales de transformation des conflits suite au conflit intra et intercommunautaire qui rongent le territoire d'Uvira.
- Si les éléments des groupes armés sont bien informés sur le processus et sont bien encadrés, cela influencerait même les autres à adhérer au processus de reddition après sensibilisation des CN,
- Impliquer les leaders communautaires au niveau de la base est un atout pouvant conduire à l'atteinte des résultats sur le désengagement des Groupes armés.
- L'effet de travailler avec les personnes influentes des milieux renforce davantage la confiance auprès de la couche cible.

## VII. LES OPPORTUNITES A SAISIR et DEFIS

- L'implication des autres acteurs dans les activités que réalise ADEPAE dans la transformation des conflits,
- L'engagement des éléments démobilisés à poursuivre la sensibilisation auprès de leurs pairs afin qu'ils rejoignent aussi à leur tour le processus de désengagement
- Orienter certaines activités du projet de l'exercice 2015 sur la prise en charge socio-économique des éléments des groupes armés intégrant la vie civile.
- L'organisation d'une RAP spécifiquement pour la plaine de la Ruzizi reste un des pistes à explorer afin d'amener les communautés à cohabiter ensemble

## VIII. RECOMMANDATIONS.

- Que le Duo sous l'appui de LPI fasse de nouveau une recherche sur la persistance des groupes armés dans les deux territoires.
- Qu'ADEPAE sous l'accompagnement technique de LPI fasse une analyse des conflits de la plaine de la Ruzizi.
- Qu'une analyse approfondie soit faite sur l'avenir des CCI et l'appropriation de l'approche par les communautés.
- Que les accompagnatrices des CCI fassent un plaidoyer permettant à suppléer le processus de désengagement des groupe armés, au besoin élaborer un projet d'accompagnement du processus selon le besoin ressenti sur terrain,
- Que les structures de base (CCI, CM, CN) s'approprient la démarche entreprise par ADEPAE en vue d'œuvre d'être des véritables catalyseurs du changement dans leurs entités respectives

## CONCLUSION

Le projet de renforcement des capacités communautaires en gestion des conflits et promotion de la paix à l'Est est un acquis pour les communautés dans la régulation des conflits inter communautaires. Poursuivant son cours de chemin, l'année 2014 a été plus marquée par le règlement des conflits entre éleveurs et agriculteurs, les conflits inter ethniques mais aussi la problématique du désengagement des groupes armés congolais. Ce qui traduit C'est pourquoi, dedans il résume les activités de 18 mois du projet soit Janvier 2013 - juin 2014. Pendant cette période, les activités planifiées avaient mis l'accent sur les activités liées à la cohabitation pacifique entre les agriculteurs accusant les éleveurs de la dévastation de leurs cultures et ces derniers accusant les premiers à blesser leurs vaches en transhumance. Avec ce contexte, ADEPAE sous l'accompagnement de LPI avait focalisé son attention

sur l'accompagnement de proximité des CCI et CM. Les groupes cibles que le projet a touché au cours de ces périodes étaient les groupes agro-pastoraux, les autorités politico-administratives et les communautés des territoires d'Uvira et celles du haut plateau de Fizi.

Autant des résultats ont été atteints suite aux activités réalisées sur le terrain par les structures locales de transformation des conflits sous l'accompagnement d'ADEPAE. Il ya lieu de dire que les CCI restent des cadres des références de transformation des conflits intra et intercommunautaires dans leurs rayons d'actions. En dépit des quelques problèmes qui rongent le CCI Uvira au sein de l'équipe, cette référence est approuvé non seulement par les résultats des activités à certains confits mais aussi suite à la confiance rétablie entre les autorités tant politico-administratives (du niveau local au niveau national) et coutumière et les CCI mais aussi au plus bas niveau de nos interventions, il faut parler des autres structures comme les CN, CM qui ne cessent de travailler d'un côté pour l'apaisement de la transhumance et de l'autre pour sensibiliser les groupes armés congolais à sortir de la brousse mais aussi aux communautés de se désengager des groupes armés.

Les défis qui restent à relever dans le rayon d'action du projet est de faire une étude approfondie sur le conflit de la plaine de la Ruzizi entre le Barundi de la plaine et Bafuliru. Un contexte qui compromet la bonne marche des activités dans cette zone. C'est pour cela que l'organisation ADEPAE avec l'appui technique de LPI doit accompagner le cadre de concertation intercommunautaire d'Uvira pour afin étudier les mécanismes ainsi que les stratégies adéquates afin d'apaiser tant soit peu la tension qui ronge cette partie et pourtant considérée comme un levier pour l'économie de la province du Sud-Kivu. Il est aussi important de se pauser la question sur les problématiques des groupes armés congolais et la bonne gouvernance qui paraissent être une réponse appropriée face à cette situation contextuelle. La non intégration de l'aspect de réinsertion des éléments des groupes armés après sensibilisation reste un frein pour persuader les GAC à se désengager. Le pain étant sur la planche, nous pensons que travailler en concert avec d'autres acteurs dans cette approche pourrait aider à atteindre des résultats probants relatifs au troisième résultat du projet étant donné qu'il est plus complexe et nécessite plus de fond.

Fait à Bukavu, le 16 Janvier 2015

**Déo MUSAFIRI Esongo**

**Point focal Projet**

**LES ANNEXES**

- Rapport de l'Inter CCI
- Rapport des formations des services territoriaux
- Rapports des ateliers d'échanges et de sensibilisation
- PV de reddition des groupes armés
- Note circulaire adressée au CCI de Minembwe pour la préparation de la transhumance
- Les différentes analyses du contexte
- Rapports mise en place des CN
- Rapports des préalables